

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/40729]

26 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant exécution du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, notamment les articles 9 et 10, modifiés en dernier lieu par le décret du 17 mai 2018;

Vu le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant exécution du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 octobre 2017;

Vu le « test genre » du 31 août 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole de négociation du 3 juillet 2018 du comité des services publics provinciaux et locaux, section II et du comité de négociation pour les statuts du personnel de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de négociation du 3 juillet 2018 du sous-comité de concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés pour l'enseignement non confessionnel;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, prorogé de 15 jours, adressée au Conseil d'Etat le 24 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre qui a l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant exécution du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° « l'inspection » : le service de l'inspection de l'enseignement artistique visée à l'article 3, alinéa 2, 5°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques; »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° « les responsables de l'organisation des formations » : les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs visés à l'article 9; »;

3° il est ajouté un 6° rédigé comme suit :

« 6° « L'administration » : le service du Gouvernement de la Communauté française en charge de la gestion de la formation en cours de carrière du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit. ».

Art. 2. A l'article 2, alinéa 3, du même arrêté, les mots « du Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance » sont remplacés par les mots « de l'administration ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « janvier » est remplacé par le mot « septembre » et le mot « civile » par le mot « scolaire »;

2° un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 1 et 2, rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne les formations de l'année scolaire 2019-2020, la Commission se réunit dans le courant du mois d'octobre 2018. »;

3° à l'alinéa 3 qui devient l'alinéa 4, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° soit propose, de manière motivée, des modifications à la liste proposée par la Commission. »;

4° l'alinéa 4 qui devient l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« En cas de modifications proposées par les organisations syndicales, la Commission se réunit à nouveau dans les quinze jours qui suivent la réception de leurs avis, afin d'arrêter la liste définitive des thèmes généraux communs de formation. »;

5° à l'alinéa 5 qui devient l'alinéa 6, les termes « à l'alinéa 3, 2° » sont remplacés par « à l'alinéa 4, 2° »;

6° un nouvel alinéa 7 est ajouté, rédigé comme suit :

« Le président de la Commission soumet la liste des thèmes généraux communs de formation à l'approbation du Gouvernement au plus tard le 30 novembre, conformément à l'article 10, alinéa 1er, du décret. »;

7° un nouvel alinéa 8 est ajouté, rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 7, pour ce qui concerne les formations de l'année scolaire 2019-2020, la Commission soumet la liste des thèmes généraux communs de formation à l'approbation du Gouvernement au plus tard le 30 décembre 2018, conformément à l'article 10, alinéa 1er, du décret. ».

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé par un article 4 rédigé comme suit :

« Art. 4.- Le Gouvernement approuve la liste visée à l'article 3, ou la modifie. Il charge l'administration de la transmettre à la Commission et aux responsables de l'organisation des formations. ».

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par un article 5 rédigé comme suit :

« Art. 5. Pour chacune des formations visées à l'article 9 du décret, les responsables de l'organisation des formations établissent un budget prévisionnel, établi selon le modèle repris à l'annexe I du présent arrêté.

Un exemplaire de ces budgets prévisionnels doit parvenir, avant le début de la formation :

1° à l'administration;

2° au Président de la Commission;

3° à l'inspection. ».

Art. 6. À l'article 6 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par un nouvel alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« Le rapport de l'inspection visé à l'article 12 du décret doit être adressé à l'administration pour le 30 septembre au plus tard de l'année scolaire suivante. ».

Art. 7. Il est inséré un chapitre *IIIbis* dans le même arrêté, rédigé comme suit :

« Chapitre *IIIbis*. - Du financement des formations

Art. *7bis*. - Les crédits budgétaires visés à l'article 14 du décret sont versés en deux tranches aux responsables de l'organisation des formations, la première sous la forme d'une avance égale au moins à la moitié du montant de la subvention, la seconde sur la base d'une déclaration de créance introduite par le responsable de l'organisation des formations auprès de l'administration, au plus tard le 31 octobre de l'année scolaire suivant la fin des formations.

A cette déclaration de créance sont joints le bilan financier de l'organisation, le rapport final d'activité ainsi que toutes les pièces justifiant l'utilisation du budget total alloué.

Le versement de la seconde tranche est subordonné au contrôle visé à l'article 11 du décret.

Art. *7ter*. - § 1^{er}. - La rémunération des formateurs visés à l'article 4 du décret est fixée à 60 euros par heure de formation.

§ 2. - Les formateurs qui utilisent leur véhicule personnel bénéficient d'une indemnité kilométrique, calculée au départ de leur domicile, fixée à l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Les mêmes formateurs qui utilisent les transports en commun ont droit au remboursement intégral de leurs frais de déplacement.

§ 3. - Les formateurs domiciliés à l'étranger bénéficient d'une indemnité pour frais d'hébergement fixée à 100 euros maximum par nuitée.

§ 4. - Les frais de repas sont fixés à 10 euros par jour par formateur et par participant aux formations.

§ 5. - Sauf dérogation accordée par le Ministre, les frais de location des lieux de formation ne peuvent excéder 45 euros par jour et par formation.

§ 6. - Les frais d'hébergement pour les formations organisées sous la forme d'un stage résidentiel sont limités à 40 euros par participant et par nuitée.

§ 7. - L'achat ou la location de matériel didactique à l'usage exclusif des formations ou de leurs participants peut être pris en compte dans le coût de l'organisation de celles-ci moyennant la production de pièces justificatives.

§ 8. - Les montants fixés aux §§ 1^{er}, 3, 4, 5 et 6 sont adaptés annuellement au 1^{er} avril de l'année scolaire précédant l'organisation des formations aux fluctuations de l'indice santé comme prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993. L'indice de référence est celui du mois de septembre 2017.

Art. *7quater*. - Les frais de gestion et de secrétariat visés à l'article 14 du décret ne peuvent être supérieurs à 12 % du montant total des crédits attribués à chacun des responsables de l'organisation des formations. ».

Art. 8. A l'article 9 du même arrêté sont supprimés les mots « ayant son siège rue des Gaulois, 32, 1040 Bruxelles, » et les mots « ayant son siège drève des Gendarmes, 45, à 1180 Bruxelles, ».

Art. 9. A l'article 11 du même arrêté, le mot « secondaire » est inséré entre les mots « enseignement » et « artistique ».

Art. 10. L'annexe I du même arrêté est remplacée par la nouvelle annexe I suivante :

« ANNEXE I

Enseignement secondaire artistique à horaire réduit - Formation en cours de carrière

Année scolaire 20.... - 20....

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/40729]

26 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 ter uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 9 en 10, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 mei 2018;

Gelet op het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 ter uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juli 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 6 oktober 2017;

Gelet op de « gendertest » van 31 augustus 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 3 juli 2018 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 3 juli 2018 van het suboverlegcomité voor de vertegenwoordigings- en coördinatiorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra voor het niet-confessioneel onderwijs;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, verlengd met 15 dagen, gestuurd aan de Raad van State op 24 juli 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het gebrek aan mededeling van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 ter uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° «de inspectie» : de inspectiedienst van het kunstonderwijs bedoeld in artikel 3, tweede lid, 5°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;

2° 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° « de verantwoordelijken voor de organisatie van de opleidingen » : de vertegenwoordigings- en coördinatiorganen van de inrichtende machten bedoeld in artikel 9; »;

3° er wordt een 6° toegevoegd, luidend als volgt :

« 6° « de administratie » : de dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap die belast is met het beheer van de opleiding tijdens de loopbaan van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan. ».

Art. 2. In artikel 2, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « van de Algemene Dienst van het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan en het afstandsonderwijs » vervangen door de woorden « van de administratie ».

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « januari » vervangen door het woord « september » en wordt het woord « kalenderjaar » vervangen door het woord « schooljaar »;

2° er wordt een nieuw lid tussen het eerste en tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : « In afwijking van het eerste lid, voor wat betreft de opleidingen van het schooljaar 2019-2020, vergadert de Commissie tijdens de maand oktober 2018. »;

3° in het derde lid dat het vierde lid wordt, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° ofwel stelt, op een gemotiveerde manier, de wijzigingen voor die aan de lijst voorgesteld door de Commissie aangebracht moeten worden. »;

4° het vierde lid dat het vijfde lid wordt, wordt vervangen als volgt :

« Ingeval van wijzigingen aangebracht door de vakverenigingen vergadert de Commissie opnieuw binnen de vijftien dagen na de ontvangst van hun adviezen, om de definitieve lijst op te stellen waarin de gemeenschappelijke algemene thema's over de opleiding opgenomen zijn. »;

5° in het vijfde lid dat het zesde lid wordt, worden de woorden « in het derde lid, 2° » vervangen door de woorden « in het vierde lid, 2° »;

6° er wordt een nieuw zevende lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De voorzitter van de Commissie legt de lijst van de gemeenschappelijke algemene thema's over de opleiding ter goedkeuring aan de Regering voor en dit, ten laatste op 30 november, overeenkomstig artikel 10, eerste lid, van het decreet. »;

7° er wordt een nieuw achtste lid toegevoegd, luidend als volgt : « In afwijking van het zevende lid, voor wat betreft de opleidingen van het schooljaar 2019-2020, legt de Commissie de lijst van de gemeenschappelijke algemene thema's over de opleiding ter goedkeuring aan de Regering voor en dit ten laatste op 30 december 2018, overeenkomstig artikel 10, eerste lid, van het decreet. ».

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door een artikel 4, luidend als volgt :

« Art. 4.- De Regering keurt de lijst bedoeld in artikel 3 goed, of wijzigt haar. Ze vraagt aan de administratie om de lijst te bezorgen aan de Commissie en aan de verantwoordelijken van de organisatie van de opleidingen. ».

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door een artikel 5, luidend als volgt :

« Art. 5. Voor elke opleiding bedoeld in artikel 9 van het decreet stellen de verantwoordelijken van de organisatie van de opleiding budgettaire vooruitzichten op die vastgesteld worden volgens het model opgenomen in bijlage I van dit besluit.

Een exemplaar van deze budgettaire vooruitzichten moet, voor het begin van de opleiding, bezorgd worden aan :

1° de administratie;

2° de Voorzitter van de Commissie;

3° de inspectie. ».

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

« Het inspectieverslag bedoeld in artikel 12 van het decreet moet aan de administratie uiterlijk op 30 september van het volgende schooljaar bezorgd worden. ».

Art. 7. Er wordt een hoofdstuk *IIIbis* in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoodstuk *IIIbis*. – De financiering van de opleidingen

Art. *7bis*. – De begrotingskredieten bedoeld in artikel 14 van het decreet worden in twee schijven gestort aan de verantwoordelijken van de organisatie van de opleidingen, de eerste in de vorm van een voorschot dat ten minste gelijk is aan de helft van het bedrag van de subsidie, de tweede op basis van een aangifte van schuldvordering ingediend door de verantwoordelijke van de organisatie van de opleidingen bij de administratie ten laatste op 31 oktober van het schooljaar volgend op het einde van de opleidingen.

Aan deze aangifte van schuldvordering worden de financiële balans van de organisatie, het eindactiviteitenverslag alsook alle bewijsstukken inzake het gebruik van de toegekende globale begroting, toegevoegd.

De storting van de tweede schijf is afhankelijk van de controle bedoeld in artikel 11 van het decreet.

Art. *7ter*. - § 1. – De bezoldiging van de opleiders bedoeld in artikel 4 van het decreet wordt op 60 euro per opleidingsuur vastgesteld.

§ 2. – De opleiders die hun persoonlijk voertuig gebruiken, genieten een kilometervergoeding, berekend vanaf hun woonplaats, vastgesteld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 besluit houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Dezelfde opleiders die het openbaar vervoer gebruiken, hebben recht op de volledige terugbetaling van hun vervoerkosten.

§ 3. – De opleiders die in het buitenland wonen, genieten een vergoeding voor de huisvestingskosten die vastgesteld wordt op hoogstens 100 euro per overnachting.

§ 4. – De maaltijdkosten worden op 10 euro per dag per opleider en per deelnemer aan de opleidingen bepaald.

§ 5. – Behoudens afwijking toegekend door de Minister mogen de huurkosten van de opleidingsplaatsen geen 45 euro per dag en per opleiding overschrijden.

§ 6. – De huisvestingskosten voor de opleidingen die georganiseerd worden in de vorm van een residentiële stage, worden tot 40 euro per deelnemer en per overnachting beperkt.

§ 7. – De aankoop of het huren van didactisch materiaal voor uitsluitend gebruik van de opleidingen of hun deelnemers kan in aanmerking worden genomen voor de kosten van de organisatie van deze opleidingen mits voorlegging van bewijsstukken.

§ 8. – De bedragen bepaald in de §§ 1, 3, 4, 5 en 6 worden jaarlijks op 1 april van het schooljaar voorafgaand aan de organisatie van opleidingen aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer aangepast, zoals voorzien in het koninklijk besluit van 24 december 1993. De referentie index is deze van de maand september 2017.

Art. *7quater*. – De kosten voor het beheer en het secretariaat bedoeld in artikel 14 van het decreet mogen geen 12 % overschrijden van het totaal bedrag van de kredieten die toegekend worden aan elke verantwoordelijke van de organisatie van de opleidingen. ».

Art. 8. In artikel 9 van het besluit worden de woorden « met zijn zetel te 1040 Brussel, Galliërsstraat 32 » en de woorden « met haar zetel te 1180 Brussel, Rijkswachtersdreef, 45 » geschrapt.

Art. 9. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het woord « secundair » ingevoegd tussen de woorden « kunst » en « onderwijs ».

Art. 10. De bijlage I van het besluit wordt vervangen door de nieuwe volgende bijlage I :

« BIJLAGE I

Kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan – Opleiding tijdens de loopbaan

Schooljaar 20.... - 20.....

Budgettaire vooruitzichten opgesteld in het kader van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan.

I. Aanvrager :

II. Opleidingsproject :

Benaming :

Type van voorgestelde opleiding :

Doelstellingen :

Inhouden :

Opleider(s) :

Betrokken publiek :

Voorzien aantal deelnemers :

Voorziene data :

Uurregeling :

Plaatsen :

III. Budgettaire vooruitzichten :

Kosten inzake beheer en secretariaat (1) :

Kosten voor de opleider(s) :

Bezoldiging : ... uur x ... €/uur = €

Verplaatsingskosten : ... km x ... €/km of openbaar vervoer = €

Huisvesting : ... overnachtingen x ... € = €

Didactisch materiaal : = €

Onthaalkosten :

Kosten voor het onthaal en de maaltijden van de deelnemers en opleider(s) :

... dagen x ... deelnemers x ... € = €

Lokalen (huur van de zaal) :

... dagen x ... € = €

Huisvesting van de kandidaten :

... overnachtingen x ... deelnemers x ... € = €

TOTAAL : = €

—————
Nota

(1) Deze kosten worden inbegrepen in een globaal bedrag dat 12 % niet mag overschrijden van het totaal bedrag van de jaarlijkse kredieten die toegekend worden aan elke verantwoordelijke van de organisatie van de opleidingen voor het geheel van de opleidingsmodules die hij organiseert (artikel 7^{quater} van het besluit van 11 juni 1999 ter uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap)."

Art. 11. In bijlage II van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « deelgenomen heeft aan de opleiding tijdens de loopbaan waarvan de kenmerken hierna vermeld zijn :

deelnemer (1)

opleider (1)

Thema :

Discipline(s) :

Dag opleiding – residentiële stage (1) »

worden vervangen door de woorden :

« deelgenomen heeft aan de volgende opleiding tijdens de loopbaan :

Benaming van de module : »;

2° de woorden « Nota : (1) schrap wat niet past » worden geschrapt.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2018, met uitzondering van hoofdstuk IIIbis dat op 1 januari 2019 in werking treedt.

Art. 13. De Minister van kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 september 2018.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205474]

11 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 37, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, l'article 38, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets des 27 mars 2014 et 11 mars 2016, l'article 39, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets des 27 mars 2014, 11 avril 2014 et 11 mars 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu le rapport du 3 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par la fin de la période au cours de laquelle certains producteurs d'électricité verte peuvent introduire les premiers dossiers à la CWaPE en vue de bénéficier d'une prolongation de la période d'octroi des certificats verts au-delà de dix ans, conformément à l'article 15, § 1^{er}ter, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Considérant que la CWaPE n'avait pas encore publié les modalités et les délais de traitements des dossiers sur son site conformément à l'article 15, § 1^{er}ter, alinéa 3, de l'arrêté précité attendant que le Gouvernement prenne position suite au rapport du groupe d'experts facteur « k »;

Considérant qu'il n'a pas été possible de dégager des catégories d'exemption comme le prévoyait l'article 15, § 1^{er}quater, de l'arrêté précité;

Considérant qu'en l'absence de modification de l'arrêté précité permettant de prolonger le délai endéans lequel le producteur doit introduire un dossier en vue de bénéficier de certificats verts au-delà de la période de dix ans, les dossiers introduits à ce jour seraient tous considérés comme hors délais et qu'ils ne pourraient être pris en considération, ce qui causerait un préjudice économique aux producteurs concernés;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 2 octobre 2014 et 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}ter, alinéa 2, les mots « Tout producteur visé à l'alinéa 1^{er} peut, entre 18 mois et, au plus tard à la fin de la période de dix ans visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, introduire un dossier auprès de la CWaPE afin de bénéficier d'un facteur " k " propre à son installation » sont remplacés par « Tout producteur visé à l'alinéa 1^{er}, dont l'ouverture du droit à l'obtention du premier certificat vert est postérieure au 31 décembre 2009, peut, entre 18 mois et, au plus tard à la fin de la période de dix ans visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, introduire un dossier auprès de la CWaPE afin de bénéficier d'un facteur " k " propre à son installation. Tout producteur visé à l'alinéa 1^{er}, dont l'ouverture du droit à l'obtention du premier certificat vert est antérieure au 1^{er} janvier 2010, peut, au plus tard pour le 31 décembre 2019, introduire un dossier auprès de la CWaPE afin de bénéficier d'un facteur " k " propre à son installation. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 octobre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE